



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
25 septembre 2012
Français
Original: anglais/français

Réunion des États parties

Trente-deuxième réunion

New York, 6 septembre 2012

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

Élection, conformément aux articles 28 à 32

**du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,
de neuf membres du Comité des droits de l'homme en remplacement
de ceux dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2012**

Élection des membres du Comité des droits de l'homme*

Note du Secrétaire général

Additif

1. En application des articles 30 (par. 4) et 32 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la trente-deuxième réunion des États parties au Pacte sera convoquée par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour le jeudi 6 septembre 2012.
2. On trouvera dans les documents CCPR/SP/81, CCPR/SP/81/Add.1 et CCPR/SP/81/Add.2 les curriculum vitae des 11 personnes dont la candidature a été reçue avant le 26 juin 2012, des deux dont la candidature a été reçue après cette date et d'une dont la candidature a été reçue le 23 juillet 2012.
3. Le présent document contient en annexe le curriculum vitae du candidat présenté par le Mali le 28 août 2012.

* Les curriculum vitae complets des candidats, tels que les ont soumis les États parties concernés, sont disponibles sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (<http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrc/elections32nd.htm>).

Annexe

Curriculum vitae d'un candidat

Dr Salifou Fomba

Date et lieu de naissance: 17 juin 1954 à Dioila

Langue de travail: français

Situation/fonction actuelle

Professeur de droit international à la faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Bamako depuis 1985

Principales activités professionnelles

2007-2011

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies élu par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 16 novembre 2006

Participation active et assidue à tous les travaux de la Commission du droit international durant ce quinquennium à Genève

2009

Vice-Président de la Commission du droit international des Nations Unies lors de sa soixante et unième session tenue à Genève

2002-2006

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies élu par l'Assemblée générale des Nations Unies le 7 novembre 2001

Participation active et assidue à tous les travaux de la Commission du droit international durant ce quinquennium à Genève

1992-1996

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies élu par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 14 novembre 1991

Participation active et assidue à tous les travaux de la Commission du droit international durant ce quinquennium à Genève

1994

Membre et rapporteur de la Commission impartiale d'experts de l'ONU sur le Rwanda établie conformément à la résolution 935 (1994) du Conseil de sécurité, chargée d'examiner les informations concernant les violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire du Rwanda y compris d'éventuels actes de génocide

Nommé par le Secrétaire général de l'ONU le 26 juillet 1994 sur la base des critères définis dans le rapport S/1994/879 du Conseil de sécurité en date du 26 juillet 1994, à savoir: les qualifications professionnelles des membres de la Commission d'enquête dans les domaines des droits de l'homme, du droit humanitaire, du droit pénal et de la répression, ainsi que leur intégrité et leur impartialité

Participation active pendant quatre mois (d'août à novembre 1994) au travail d'analyse des informations et aux missions d'enquête sur le terrain notamment au Rwanda et dans certains pays voisins

Contribution à l'analyse des aspects juridiques concernant les questions de la responsabilité pénale individuelle et de la juridiction appropriée dans le cas du Rwanda

Contribution remarquable à l'élaboration du rapport intérimaire et du rapport final de la Commission d'enquête sur le génocide au Rwanda soumis au Conseil de sécurité de l'ONU publiés sous S/1994/1125 du 4 octobre 1994 et S/1994/1405 du 9 décembre 1994

1997 (septembre)

Expert consultant du CICR (Comité international de la Croix-Rouge) dans le domaine du droit international humanitaire

Consultation faite sur le thème «L'application du droit international humanitaire au Mali: état des lieux»

Consultation réalisée sur la base d'un «questionnaire portant sur la mise en œuvre des Conventions de Genève de 1949 et des deux Protocoles additionnels» élaboré par les services consultatifs du CICR à Abidjan, le 27 juin 1996

Consultation ayant servi de document de travail de base du Séminaire national sur la mise en œuvre du droit international humanitaire tenu à Bamako en 1998

1998 (19 et 20 février)

Conférencier du CICR lors du Séminaire national sur la mise en œuvre du droit international humanitaire tenu à Bamako les 19 et 20 février

Communication faite sur le thème «L'application du droit international humanitaire au Mali: état des lieux» (19 février 1998)

Communication faite sur le thème «Promotion et renforcement de la mise en œuvre du droit international humanitaire au Mali» (20 février 1998)

Désignation comme rapporteur général du Séminaire national (20 février 1998)

1997 (17-21 février)

Conférencier du CICR lors du Cours de recyclage de droit international humanitaire aux forces armées organisé à Bamako du 17 au 21 février 1997

Communication faite sur le thème «Droit international humanitaire et opérations de maintien de l'ordre» (18 février 1997)

Communication faite sur le thème «L'application du droit international humanitaire et les sanctions en cas de violation» (19 février 1997)

1999

Participation à la journée de réflexion sur la mise en œuvre du droit international humanitaire organisée par le CICR à Bamako le 25 mars 1999

2000

Conférencier du CICR lors de la rencontre ouest-africaine des Commissions et autres instances nationales du droit international humanitaire organisée à Bamako les 30 et 31 mars 2000

Communication faite sur le thème «La contribution de l'Afrique à la création de la Cour pénale internationale: bilan et perspectives» (31 mars 2000)

1997-2000

Participation active, en collaboration avec le CICR, à l'initiation et l'introduction de l'enseignement d'un cours de droit international humanitaire dans le programme officiel de l'École nationale d'administration (ENA) et de la faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Bamako

Études

1983

Doctorat en droit international obtenu avec la mention «Très bien» à l'Université de Caen en France

1979

Diplôme d'études approfondies (DEA) en droit international obtenu à l'Université de Rouen en France

1984

Boursier de l'Académie de droit international de La Haye

Certificat d'assiduité en droit international public

1989

Boursier ONU/UNITAR du Programme de perfectionnement en droit international à La Haye et à Genève

Certificat de droit international délivré par la Commission du droit international de l'ONU

Certificat d'assiduité en droit international public et privé délivré par l'Académie de droit international de La Haye

1978

Maîtrise en droit public obtenue à l'École nationale d'administration (ENA) de Bamako

1988-1989

Boursier du Gouvernement français à l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de Toulouse en France

Certificat de formation des conseillers en perfectionnement

1974

Baccalauréat série lettres classiques (latin-grec) obtenu au lycée Prosper Kamara de Bamako

1970

Diplôme d'études fondamentales (DEF) obtenu à l'École fondamentale de Dioila
